

**Proposition de loi relative aux mesures
conservatoires en matière de procédures de
sauvegarde, de redressement judiciaire ou de
liquidation judiciaire et aux biens qui en font
l'objet**

Sénat – jeudi 1^{er} mars 2012

Monsieur le président,
Monsieur le président de la commission des
lois (Jean-Pierre SUEUR),
Mesdames et Messieurs les sénateurs,

Il est de la responsabilité des pouvoirs publics de veiller à toujours répondre aux situations qui concrètement fragilisent nos entreprises. Cette priorité est d'autant plus forte aujourd'hui avec la crise économique et financière que nous traversons. Le Président de la République et le Gouvernement se mobilisent pleinement pour défendre et

préserver notre tissu économique et les emplois de nos concitoyens. A ce titre, notre engagement pour favoriser les perspectives de reprise des sites industriels est total.

Chacun de nous sait parfaitement combien le soutien à la compétitivité économique va de pair avec la capacité de nos entreprises à maîtriser les risques juridiques.

La proposition de loi, qui vous est soumise aujourd'hui, apporte à cet égard de nouvelles garanties. Elle permet de répondre très concrètement aux comportements de certains dirigeants de fait ou de droit qui parviennent à organiser leur protection en vue d'échapper à la mise en jeu de leur responsabilité ou qui privent l'entreprise de toute possibilité de répondre

à ses obligations en organisant son insolvabilité. Une société-mère installée à l'étranger, qui impose à sa filiale ses choix de gestion, ou un donneur d'ordre qui exerce sur l'entreprise une influence déterminante la plaçant en situation caractérisée de dépendance, ne doivent pas pouvoir échapper à leurs responsabilités.

Le vote conforme du texte de l'Assemblée nationale par votre commission des lois est une excellente chose au regard de l'importance qui s'attache à son adoption définitive avant la fin, imminente, de cette session.

Supprimé : de permettre, dans le temps qui nous reste imparti au cours de cette législature,

Supprimé : .

Ce vote conforme est le résultat d'un travail fructueux qui s'est instauré entre Mme Guégot et vous-même. Monsieur le

président SUEUR. Je souhaitais vous en remercier.

*

La proposition de loi qui vous est soumise n'a pas pour objectif de répondre à l'ensemble des situations délicates que connaissent nos entreprises. Elle vise à répondre à la nécessité de se doter d'outils cohérents de prévention des fuites d'actifs.

En l'état du droit actuel, le juge ne peut autoriser de mesures conservatoires que dans le seul cadre de la liquidation judiciaire : des saisies conservatoires peuvent ~~alors être ordonnées~~ afin d'empêcher les dirigeants de mettre leurs actifs hors de portée. L'extension de cette possibilité au stade du redressement ou de la sauvegarde, comme le prévoit la présente

Supprimé : , des sûretés judiciaires

Supprimé : alors

Supprimé : prises

proposition de loi, est une réponse utile et nécessaire.

Elle permettra d'agir vite : ces mesures conservatoires paralyseront l'organisation de l'abandon d'entreprises, évitant que les véritables maîtres de l'entreprise en difficulté puissent faire échapper à la procédure un certain nombre de biens.

Ces mesures préventives seront nécessairement l'accessoire, d'une action en responsabilité au fond, qu'il s'agisse d'une action en extension, en insuffisance d'actifs ou au titre d'une faute ayant provoqué l'état de cessation des paiements.

Supprimé : indispensable

Supprimé : à

Concrètement, la mesure permettra, dans l'attente de la décision au fond sur la

responsabilité, de saisir provisoirement les biens de tout dirigeant qui sont entre les mains de l'entreprise en difficulté.

L'intervention de l'autorité judiciaire garantira la mise en balance de l'ensemble des intérêts en cause.

*

La proposition de loi innove plus encore en ce qu'elle autorise, dans un second temps, la cession de tout ou partie des éléments saisis, afin d'éviter soit qu'ils dépérissent, soit qu'ils génèrent des frais supplémentaires. A défaut, les difficultés de l'entreprise seraient encore aggravées.

Supprimé : soit

Supprimé : d'éviter

Supprimé : ne

Cette cession a été assortie d'importantes garanties, et placée là encore sous le contrôle du juge qui devra en déterminer les modalités.

Les sommes résultant de la cession seront sécurisées sur un compte de dépôt à la Caisse des dépôts et consignations afin de d'en garantir la représentation une fois l'action au fond achevée.

Cependant, et dans les limites du respect du droit de propriété constitutionnellement garanti, le texte prévoit que ces sommes pourront, sur autorisation du juge, être utilisées par les mandataires judiciaires pour faire face aux obligations, y compris sociales et environnementales, liées à la propriété de ces biens.

Supprimé : affectées

Supprimé : afin de

L'Assemblée nationale a par ailleurs adopté, avec le soutien du Gouvernement, un amendement permettant de renforcer l'information des représentants des salariés sur la mise en œuvre et le déroulement de ces mesures dérogatoires. Je m'en félicite. Il apparaît en effet important de favoriser la transparence au sein de l'entreprise s'agissant de telles mesures dérogatoires.

*

* *

Par l'ensemble de ses dispositions, la proposition de loi apporte une protection efficace et concrète à un grand nombre d'entreprises, notamment aux filiales de groupes, tout particulièrement aux filiales de groupes étrangers défaillants.

Préserver la sécurité juridique, garantir la sécurité des affaires, assurer la prééminence de l'intérêt général, sont autant d'objectifs qu'il nous faut concilier.

L'équilibre est délicat et mérite d'être toujours consolidé. En apportant de nouvelles garanties, en les inscrivant rapidement dans notre droit, nous permettrons que des entreprises déjà fragilisées ne voient pas leur situation se dégrader du fait du comportement irresponsable de certains.

Supprimé : par le

Nous devons tout mettre en œuvre pour que l'existence de ces entreprises ne soit pas irrémédiablement compromise. La proposition de loi permet de compléter notre

droit en ce sens. Je me réjouis du consensus autour de ce texte, au-delà des clivages partisans, et je vous en remercie, car il contribue à la préservation de notre tissu économique et des emplois de nos concitoyens.

Je souhaite pour l'ensemble de ces raisons que votre Haute Assemblée confirme la position prise hier par sa commission des lois.

Supprimé : -

Supprimé : accepte de

Supprimé : suivre

Supprimé : de

Je vous remercie.